

Nations Unies. *Monographie sur les politiques de population : France*. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, Politique de population, Document no 24, ST/ESA/SER.R/94, 1989, 60 pages.

Claude Dionne

Volume 20, numéro 1, printemps 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010081ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010081ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, C. (1991). Compte rendu de [Nations Unies. *Monographie sur les politiques de population : France*. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, Politique de population, Document no 24, ST/ESA/SER.R/94, 1989, 60 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 20(1), 193–194. <https://doi.org/10.7202/010081ar>

NATIONS UNIES. — *Monographie sur les politiques de population : France*. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, Politique de population, Document no 24, ST/ESA/SER.R/94, 1989, 60 p.

Après la publication de monographies sur les politiques de population qui ont cours en Chine, au Mexique ¹, en Malaisie, au Koweït, au Nigéria, au Brésil et en Tanzanie, voilà que paraît le premier rapport sur un pays européen. Le choix de la France est d'autant plus pertinent que ce pays a une politique démographique déjà ancienne, à laquelle plusieurs États, dont le Québec, se réfèrent pour établir ou simplement critiquer leurs propres politiques à incidence démographique.

Le document, tiré d'un texte de Jean-Pierre Guengant, constitue non seulement un outil d'analyse mais aussi un stimulant à l'étude des politiques de population. La perspective historique des faits et des idées qui y est adoptée donne au lecteur le recul nécessaire à une connaissance objective et à un jugement critique de la politique démographique française. L'auteur a en général évité le piège de la complaisance ou de la condamnation tout au long de son texte; on lui pardonnera de prendre parti dans la conclusion contre la politique répressive.

Le document débute par un aperçu des politiques, qui peut être utile mais ne rend pas bien compte des liens entre ces mêmes politiques. Le texte proprement dit présente d'abord brièvement le contexte historique, économique et institutionnel dans lequel s'inscrira la politique française; puis il s'attarde sur le contexte des faits et comportements démographiques depuis un siècle, avec une insistance particulière sur l'évolution démographique depuis 1945. C'est alors que l'auteur décrit en parallèle, toujours dans une perspective historique, l'évolution des courants de pensée et des politiques gouvernementales en matière de population. Puis il prend le temps de relater l'implantation des institutions et de leurs politiques dans l'après-guerre. La politique familiale, si chère à la France et le plus souvent d'orientation nataliste, fait l'objet d'une analyse assez poussée. La politique migratoire est également décrite avec assez de précision. Signalons enfin que l'auteur se penche brièvement sur les thèmes de l'éducation, de la santé publique et de l'aménagement du territoire.

¹ Voir les comptes rendus du vol. 19, no 1, des *Cahiers québécois de démographie*.

Par la suite, l'auteur consacre plusieurs pages à la description des efforts d'évaluation des politiques démographiques en France. Il s'agit plus d'examen d'implications para-démographiques ou de constats d'évolution démographique que d'analyses des impacts de mesures précises. Le texte mentionne également les efforts de partage des préoccupations démographiques au sein de la Communauté économique européenne. En conclusion, l'auteur rappelle la longue évolution des politiques démographiques françaises, qui sont devenues de moins en moins répressives et plus incitatives, et pose la question de leur efficacité en matière de natalité. Quant à la politique concernant les immigrés, l'auteur signale subtilement que l'enjeu demeure la création d'une société où les discriminations seraient absentes.

Le document compte soixante pages, dont cinq contiennent une bibliographie intéressante. La présentation matérielle n'est pas très agréable et le texte comporte plusieurs fautes d'accord, de ponctuation ou d'impression.

La perspective historique adoptée par l'auteur n'aurait pas dû empêcher le recours à l'approche socio-économique. Alors que la procréation constitue aujourd'hui un comportement susceptible d'être maîtrisé, il serait intéressant de connaître la portée des politiques françaises sur la vie socio-économique des couples. L'auteur aborde bien le sujet du travail féminin, par exemple, mais ne proportionne pas les mesures ou prestations aux salaires ou au pouvoir d'achat. De plus, il esquivé la question de la taxation, qui a un impact démographique certain. Mais ces questions ne faisaient probablement pas partie de son mandat, et ce qui a été fait est bien fait. Somme toute, il s'agit d'un excellent document.

Claude DIONNE
